

Questions orales

En outre, je suis inquiet de certains des règlements salariaux qui ont été conclus par les gouvernements. J'ai signalé que ceux des gouvernements provinciaux sont passés à 6,5 ou 7 p. 100, alors que ceux du gouvernement fédéral sont de l'ordre de 4,2 p. 100.

* * *

LES AFFAIRES INDIENNES

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre d'État chargée des Affaires indiennes et du Nord canadien et concerne la réserve d'Akwesasne, dans ma circonscription.

Hier soir, la violence a de nouveau éclaté au sein de la collectivité mohawk d'Akwesasne, et quatre personnes d'un groupe à la recherche d'un autochtone âgé qui avait disparu ont été frappées avec des bâtons de baseball et ont dû aller à l'hôpital. On a signalé des coups de feu et le courant électrique a été coupé dans le village de Saint-Régis.

Où en sont les négociations avec les autorités américaines? La ministre est-elle parvenue à convaincre les Américains de prendre les mesures qui s'imposent pour rétablir l'ordre du côté américain de la réserve d'Akwesasne?

L'hon. Shirley Martin (ministre d'État (Affaires indiennes et Nord canadien)): Monsieur le Président, je comprends le député de se préoccuper de la réserve qui fait partie de sa circonscription, et je partage son souci.

Les corps policiers du Québec et de l'Ontario poursuivent les négociations, les pourparlers et les interventions, pour essayer d'apporter toute l'aide possible au grand chef Mitchell. Des entretiens ont eu lieu avec les autorités américaines. Je suis persuadée qu'elles comprennent notre inquiétude et la nécessité d'agir dans les circonstances.

Nous allons poursuivre nos entretiens avec elles et suivre la situation de près en fin de semaine. Un sous-ministre qui sera en service ici à Ottawa s'en chargera, et nous allons maintenir les contacts nécessaires pour nous assurer que l'aide sera disponible.

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Monsieur le Président, j'espère que les Américains n'attendront pas qu'il soit trop tard avant d'agir et de fournir la protection nécessaire.

Ma question supplémentaire s'adresse au ministre du Revenu national.

* * *

[Français]

LES DOUANES

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Ma seconde question s'adresse au ministre du Revenu national. Comme le ministre du Revenu national le sait fort bien, les douanes canadiennes au port d'entrée de Cornwall sont situées à l'intérieur de la réserve, soit sur l'île de Cornwall.

Quelles mesures le ministre a-t-il prises ou entend-il prendre pour assurer la sécurité des douaniers canadiens et de tous les usagers du pont de Cornwall?

[Traduction]

L'hon. Otto Jelinek (ministre du Revenu national): Monsieur le Président, comme le député le sait sans doute, Revenu Canada et moi-même, à titre de ministre, nous préocupons énormément depuis un certain temps de la situation explosive qui règne dans l'île de Cornwall. C'est pourquoi nous avons pris de nombreuses précautions, en concluant notamment une entente avec la Gendarmerie royale du Canada et avec les forces policières provinciales pour augmenter les forces déjà en place autour de l'édifice de la douane. Nous avons également mis en place des mesures de sécurité additionnelles dans l'édifice et nous améliorons et intensifions ces dispositions.

Quant à la sécurité des agents de la douane, je puis assurer au député que toutes les mesures nécessaires ont été prises.

* * *

L'ÉCONOMIE

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, j'ai une question à poser au ministre des Finances. La politique de resserrement du crédit qu'applique le gouvernement conservateur a provoqué une hausse vertigineuse du nombre des faillites de particuliers et d'entreprises. Le mois dernier seulement, il y a eu plus de faillites, au-dessus de 4 100, que pendant le pire mois de la plus mauvaise année de l'histoire du pays sur ce chapitre, soit 1982. Les premiers ministres provinciaux, le CTC, le Comité des finances de la Chambre et l'Association des manufacturiers canadiens ont tous demandé au gouvernement d'abaisser les taux d'intérêt.